

## **Déclaration liminaire de l'UNSA Education au CHSCTD 71 du 10 décembre 2021**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le stress et la tension sont plus que palpables dans les établissements et les services ; dans les écoles ils ont atteint un niveau des plus alarmants.

La règle du retour en classe sur présentation d'un résultat de test négatif et de fermeture si 3 cas s'avèrent positifs sur une durée de 7 jours, le tout sans aucun délai de précaution et de gestion, conduit à une mise sous pression de l'École jamais connue depuis le début de l'épidémie malgré les épisodes précédents.

Les directrices et directeurs nous disent faire un autre métier qu'il y a 3 semaines encore. Valse des protocoles et des FAQ, cas positifs qui fleurissent partout, informations aux familles qui n'y comprennent plus rien, tableaux à faire remonter... Les suspensions de classe, la scolarisation au gré des résultats des tests font du quotidien un casse-tête sans perspective de solution. La classe est officiellement « mise en isolement », et les élèves peuvent revenir dès le lendemain avec un test négatif ; ceci alors que le dernier contact à l'école avec un camarade infecté est raisonnablement trop récent pour ne pas être encore dans la période d'incubation ; ceci alors que certains enfants gardés en isolement à la maison sont vraisemblablement positifs, mais n'ont pas d'obligation de test. L'école est devenue un lieu sanitairesment insécure. A la nouvelle strate de travail administratif pour les directeurs s'ajoute pour tous les personnels le stress de travailler dans un milieu vraisemblablement contaminé !

Par ailleurs, ces retours des élèves au fil de l'eau conduisent à avoir une partie de la classe en présentiel, l'autre en distanciel, pendant plusieurs jours et en proportion variable. Quid de la double journée des enseignants, pour qui aucune anticipation n'est possible ? Comment notre employeur peut-il ainsi doubler la charge de travail de ses personnels en semblant considérer que cela va de soi ? Au mieux, il y a méconnaissance de ce qu'est la réalité du travail des enseignants, ce qui est pour le moins gênant ; au pire, et c'est le sentiment qui prévaut, les agents perçoivent cette organisation comme une preuve de mépris des personnels, et nous pesons le terme, corvéables à merci.

À ceci s'ajoute le manque crucial de remplaçants disponibles pour pallier aux absences des enseignants malades de la Covid, en garde de leurs enfants infectés ou cas contact, sans parler de tous les autres virus ayant fait leur retour avec l'arrivée de l'hiver. Le passage en niveau 3 interdit enfin de recourir à la répartition des élèves dans les autres classes en cas d'absence non remplacée, pratique qui défiait le bon sens dans les conditions sanitaires actuelles de notre département. Mais peut-on se satisfaire d'une situation qui voit des classes de plus en plus nombreuses vaquer, faute de personnel ? Alors que la charge de travail des directeurs dépasse ce que l'on

n'a jamais connu, peut-on se satisfaire de voir que le remplacement des compléments de service effectuant les décharges n'est pas possible ?

Enfin, et ceci est commun au premier et au second degré, les dysfonctionnements que l'UNSA dénonçait lors du CHSCT ministériel du 3 décembre restent présents après la FAQ du 8 décembre : consignes floues qui ne remettent pas en cause la tenue de réunions en présentiel, pourtant nombreuses en fin de trimestre : conseils de classe, réunions parents-profs au cours desquelles un enseignant peut rencontrer une quarantaine de parents, sans avoir le temps de désinfecter les poignées, les tables et les chaises entre chaque parent reçu ; maintien des formations programmées amenant au brassage d'enseignants ; non interdiction des sorties scolaires, y compris avec nuitées, qui contraignent à les effectuer puisque leur annulation, n'étant pas dictée par la réglementation, ne donnerait pas lieu à remboursement

Le SE-Unsa a déposé une alerte sociale. Nous demandons que des mesures soient prises immédiatement afin de permettre à l'École et à ses personnels de tenir alors que l'épidémie sera encore là et ce, probablement durant toute cette année scolaire.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, les personnels enseignants, AESH, administratifs, personnels de direction, sociaux, de santé, technique sont épuisés. Ils sont trop souvent confrontés à des situations complexes et des questions sans réponse. Les personnels d'encadrement, les équipes de circonscriptions sont éreintées.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, les personnels dont vous avez la responsabilité ont besoin de mesures d'urgence concrètes. Nous attendons qu'une prise de conscience de la réalité que nous vivons se manifeste enfin au niveau national, par des actes et dans les discours de notre ministre. **Localement**, sur quelles mesures départementales les personnels peuvent-ils compter pour les aider à tenir les 7 mois à venir ?

Nous vous remercions de votre attention.